



vendredi 23 septembre 2016

Les grands titres:

- La République centrafricaine assure avoir tourné la page de l'instabilité
- Pour Haïti, la réussite des prochaines élections garantira la stabilité nécessaire à la réalisation des ODD
- La Corée du Nord affirme sa volonté de poursuivre ses activités nucléaires
- La Russie juge la suppression des groupes terroristes en Syrie comme une condition clé de la cessation des hostilités
- Le Mali souligne les progrès effectués depuis la signature de l'Accord de paix
- Pour le Maroc, la COP22 sera l'occasion de mettre en place des solutions concrètes pour le développement durable
- Soudan du Sud : situation « stable et paisible », selon le nouveau Premier vice-président
- Le Yémen accuse les milices houthis d'avoir plongé le pays dans le chaos
- Le Niger juge nécessaire un changement profond de la gouvernance mondiale pour réaliser les ODD
- La Belgique juge indispensable d'organiser des élections en RDC
- Bassin du lac Tchad : les bailleurs de fonds promettent plus de 163 millions de dollars d'aide
- Gabon : l'ONU appelle au calme avant et après l'annonce de la décision de la Cour constitutionnelle sur le scrutin présidentiel
- Le Conseil de sécurité réclame l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction des essais nucléaires qui fête ses 20 ans
- L'ONU appelle à lutter contre le trafic des êtres humains et les abus qui menacent les réfugiés et migrants
- Haïti : une campagne d'assainissement montre des résultats encourageants dans le sud-est
- Yémen : l'ONU condamne les dernières frappes aériennes et réclame un nouveau cycle de négociations
- RDC : des experts de l'ONU condamnent une nouvelle répression violente des manifestations
- Mali : l'ONU appelle les parties à mettre rapidement en œuvre l'Accord de paix
- L'Algérie estime que la crise des réfugiés et des migrants constitue un test pour la communauté internationale
- La Guinée plaide pour l'Afrique dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable
- L'ONU appelle les autorités macédoniennes à mettre fin à l'expulsion et à la détention des migrants



La République centrafricaine assure avoir tourné la page de l'instabilité



Président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadéra, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

23 septembre - Le Président de la République centrafricaine (RCA), Faustin Archange Touadéra, a assuré vendredi que son pays avait « tourné une page sombre de son histoire » avec le retour à l'ordre constitutionnel après trois ans de troubles sanglants ayant nécessité le déploiement de forces internationales.

« Les Centrafricains sont plus que jamais déterminés à rompre définitivement avec le cycle de la violence pour aspirer légitimement à la paix, à la sécurité, à la justice, à la liberté et au développement durable », a déclaré M. Touadéra dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Evoquant sa tâche de reconstruction du pays, il a affirmé qu'« aucun Etat ne peut prétendre au développement tant que son tissu économique, social, voire politique, reste gangrené par les maux que sont la corruption, l'injustice et l'impunité ». Il a promis que son gouvernement « ne ménagera aucun effort pour mettre en place un mécanisme de lutte implacable contre la corruption et la délinquance financière ».

Reconnaissant que la situation dans son pays « reste encore fragile », le Président centrafricain a rappelé s'être engagé à « conduire une œuvre de transformation politique, économique, sociale et culturelle qui va permettre de conjurer les périls que sont l'insécurité, la désagrégation des institutions publiques, la corruption, la dégradation des conditions de vie et la perte des repères moraux qui minent notre société ».

Il a précisé que cette action s'articulera autour de plusieurs grands axes : paix et sécurité, réconciliation nationale, réforme de l'administration, relance économique, justice et droits de l'homme.

Concernant la réforme du secteur de la sécurité, M. Touadéra a plaidé en faveur d'une « grande mobilisation » des partenaires de la RCA lors de la prochaine conférence de Bruxelles prévue le 17 novembre, en vue de leur contribution au financement de ce volet.

Rappelant par ailleurs qu'il s'est fixé l'objectif d'assurer la présence des pouvoirs publics sur l'ensemble du territoire centrafricain afin de garantir paix et sécurité, il a mis en relief la nécessité de refonder les Forces armées centrafricaines pour permettre de mettre en place une armée républicaine inclusive. Pour ce faire, il a plaidé en faveur d'une « levée totale de l'embargo sur les armes imposé à la RCA qui, même si nécessaire en son temps, ne se justifie plus aujourd'hui en cette nouvelle ère de reconstruction nationale ».

Pour Haïti, la réussite des prochaines élections garantira la stabilité nécessaire à la réalisation des ODD



Président d'Haïti par intérim, Jocelerme Privert, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

23 septembre - A l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président d'Haïti par intérim, Jocelerme Privert, a estimé vendredi que la réussite des scrutins présidentiel et législatifs dans deux semaines garantirait la stabilité nécessaire à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

« La République d'Haïti choisit d'être parmi les Etats du peloton de tête dans cette marche vers les chantiers du développement durable », a déclaré M. Privert, qui a annoncé l'intégration des ODD dans les politiques et stratégies nationales de son pays. « Prenant la dimension de l'enjeu, mon gouvernement a courageusement décidé de jeter les bases d'une participation dévouée à la mise en œuvre mondiale du Programme à l'horizon 2030 et de mettre le pays sur les rails d'un développement inclusif et durable », a-t-il ajouté.

Accordant une attention particulière à la dimension migratoire des ODD, le Président haïtien a formulé le vœu que des décisions concrètes soient prises pour protéger les populations déplacées à la hauteur de la tragédie vécue et des risques encourus par ces personnes.

« Nous sommes conscients de la recrudescence du nombre important de nos compatriotes qui laissent le pays à la recherche d'un mieux-être. Notre délégation comprend et prend note des préoccupations légitimes exprimées, à cette tribune même, par les représentants de certains pays d'accueil ou de transit », a-t-il dit. « Ce drame humain appelle à des décisions et mesures concrètes, pour offrir au peuple haïtien de nouvelles opportunités et de meilleures conditions de vie ».

Elu chef de l'Etat à titre provisoire par le parlement suite à la crise électorale de la fin 2015, M. Privert a reconnu l'importance pour Haïti d'organiser des élections présidentielles et législatives crédibles.

« Ce passage sans heurt reste la condition indispensable et le soubassement de la stabilité politique, de la consolidation de l'état de droit, de la modernisation économique et du développement », a dit M. Privert. « Fidèle à mon engagement envers le peuple haïtien, je n'ai ménagé et je ne ménagerai aucun effort pour créer les conditions et l'atmosphère indispensables au bon déroulement du scrutin », a-t-il ajouté.

Pour M. Privert, la reconnaissance par l'ONU de sa responsabilité morale dans la l'introduction du choléra en Haïti ouvre la voie à de vraies discussions quant à l'obligation d'éliminer définitivement l'épidémie dans le pays.

« Nous voulons espérer que l'appel pressant du Secrétaire général en faveur de la mise en œuvre d'un programme substantiellement renforcé de lutte contre le choléra et d'aide aux victimes et leurs proches sera entendu et répondra pleinement aux attentes du peuple haïtien », a-t-il conclu.

La Corée du Nord affirme sa volonté de poursuivre ses activités nucléaires



Le Ministre des affaires étrangères de la Corée du Nord, Ri Yong Ho, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

23 septembre - Le Ministre des affaires étrangères de Corée du Nord, Ri Yong-ho, a justifié vendredi les récents essais nucléaires de son pays, en les présentant comme des mesures de précaution contre les « menaces nucléaires constantes » des Etats-Unis, et a assuré qu'ils se poursuivraient.

Dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, il a également vivement dénoncé les exercices militaires conjoints « provocants et agressifs » auxquels se livrent régulièrement les Etats-Unis et la Corée du Sud.

La République populaire démocratique de Corée (RPDC) « n'a pas eu d'autre choix que de choisir l'option nucléaire après avoir fait tout ce qui était possible pour défendre sa sécurité nationale face aux menaces nucléaires constantes des Etats-Unis qui se poursuivent depuis les années 1950 », a déclaré M. Ri.

« Notre décision de renforcer notre armement nucléaire est une mesure justifiée d'auto-défense pour nous protéger des menaces nucléaires constantes des Etats-Unis », a-t-il ajouté.

Il a rejeté la résolution 2270 du Conseil de sécurité qui qualifie de « menace pour la paix et la sécurité internationale » les activités nucléaires et balistiques nord-coréennes.

« La RPDC continuera à prendre des mesures pour renforcer ses forces armées nucléaires nationales, à la fois en quantité et en qualité, afin de défendre sa dignité et son droit à l'existence et de sauvegarder la paix véritable face à la menace croissante de guerre nucléaire des Etats-Unis », a-t-il insisté.

La Russie juge la suppression des groupes terroristes en Syrie comme une condition clé de la cessation des hostilités



23 septembre - Le Ministre russe des affaires étrangères, Serguei Lavrov, a déclaré vendredi que la résolution de la crise syrienne et de la grave situation humanitaire qui en découle ne sera possible qu'à travers l'élimination de l'EIL (appelé aussi Daech), du Front al-Nosra et des groupes extrémistes associés.

Devant l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Lavrov a déclaré que « l'attitude arrogante et le sentiment d'infaillibilité » des pays occidentaux à mettre en avant des solutions unilatérales dangereuses aux conflits et aux crises les plus complexes ont eu pour conséquences les exemples sanglants du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

« Il est grand temps de tirer les leçons et d'empêcher un glissement vers une catastrophe en Syrie », a déclaré le Ministre des affaires étrangères pour qui l'assistance militaire russe au « gouvernement légitime de la Syrie » a permis d'empêcher la disparition de l'Etat et la désintégration du pays attaqué par des terroristes.

Pour M. Lavrov, il est « essentiel d'empêcher la destruction des accords » russo-américains visant à mettre fin aux hostilités en Syrie et de mener une enquête neutre et impartiale sur les incidents survenus à Deir ez-Zor et à Alep qui ont miné ces compromis.

Concernant l'Ukraine, le chef de la diplomatie russe a demandé aux autorités de Kiev « l'application honnête » des Accords de Minsk afin de « nous rapprocher de l'établissement d'un espace de sécurité égal et indivisible et d'une coopération mutuellement bénéfique dans l'espace Euro-atlantique ».

M. Lavrov a par ailleurs souligné qu'il ne devrait pas y avoir de double standard dans la lutte contre le terrorisme. « Les tragédies en Iraq, en Libye, au Yémen et en Syrie montrent le besoin d'arrêter les tentatives opportunistes d'utiliser les extrémistes pour faire avancer des intentions géopolitiques ».

Au-delà de la menace terroriste, le Ministre des affaires étrangères s'est dit préoccupé par les tendances en cours dans le monde dans le domaine de la non-prolifération et du contrôle des armes. Pour la Russie, « l'avancée vers le désarmement nucléaire doit être faite en pleine considération d'un ensemble de facteurs qui affectent la stabilité stratégique » tels que la création de systèmes de défense anti-missile unilatéraux, le positionnement d'armes non-nucléaires stratégiques, la menace de positionnement d'armes dans l'espace, l'incapacité de faire entrer en vigueur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le déséquilibre croissant en matière d'armes conventionnelles en Europe.

Pour M. Lavrov, les récentes actions de la République démocratique populaire de Corée (RPDC) violant les résolutions du Conseil de sécurité doivent être stoppées. « Nous appelons Pyongyang à abandonner son programme de missiles nucléaires et à revenir au régime du traité de non-prolifération », a-t-il déclaré. « Il est toutefois inadmissible d'utiliser cette situation comme prétexte de militarisation massive de l'Asie du Nord-Est et d'y déployer une autre zone de positionnement pour le système américain global de défense anti-missiles », a-t-il ajouté.

« L'hégémonisme n'a pas sa place dans l'avenir si nous voulons qu'il soit un futur juste qui donne aux peuples l'opportunité de choisir leurs chemins pour leur développement », a dit le Ministre des affaires étrangères. « Cela implique le besoin de respecter ses propres partenaires ainsi que la diversité culturelle et civilisationnelle du monde moderne », a-t-il ajouté rappelant que le respect des principes de l'égalité souveraine des États et de la non-ingérence dans les affaires intérieures devrait devenir une mesure de décence et de légitimité de tout membre de la communauté mondiale, « surtout s'il prétend avoir des positions privilégiées dans les affaires internationales ».

Le Mali souligne les progrès effectués depuis la signature de l'Accord de paix



23 septembre - Le Président du Mali, Ibrahim Boubacar Keita, a assuré vendredi que les hostilités avaient effectivement cessé entre le gouvernement et les mouvements signataires de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, mais que le processus de paix restait fragile du fait des activités de groupes terroristes.

Dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Keita a mis en avant les progrès effectués depuis la signature de l'Accord, notamment dans le domaine des réformes politiques et institutionnelles.

« En dépit des efforts déployés par les parties signataires de l'Accord, le processus de paix reste confronté à de sérieuses entraves liées aux activités des groupes terroristes dans les régions du nord qui multiplient indistinctement les attaques asymétriques contre les paisibles populations civiles, les forces de défense et de sécurité maliennes, les contingents de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) et la force française Barkhane », a-t-il cependant affirmé.

Au passage, il s'est félicité de la décision du Conseil de sécurité, dans sa résolution 2295 renouvelant le mandat de la MINUSMA, d'autoriser celle-ci à adopter « une posture plus proactive et robuste ».

Il a appelé au renforcement des capacités opérationnelles des contingents déployés pour assurer la sûreté du personnel de la MINUSMA. Et il a insisté sur la nécessité d'accélérer le processus de cantonnement et du DDR (démobilisation, désarmement et réinsertion), « aux fins d'isoler les groupes armés non signataires de l'accord de paix, affiliés aux réseaux terroristes dont les actions entravent les efforts en cours ».

Plus tôt dans la journée, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait lui-même appelé toutes les parties concernées à mettre rapidement en œuvre l'Accord de paix au Mali.

« J'appelle les groupes armés à cesser de provoquer des confrontations et toutes les parties à laisser de côté leurs intérêts à court terme et à mettre en œuvre l'accord de paix », avait-il déclaré lors d'une réunion ministérielle sur cet accord, organisée en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

« La promotion de la paix et de la stabilité au Mali est primordiale pour son peuple, pour la région et pour notre monde », avait affirmé M. Ban.

Pour le Maroc, la COP22 sera l'occasion de mettre en place des solutions concrètes pour le développement durable



Ministre des affaires étrangères du Maroc, Salaheddine Mezouar, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Manuel Elias

23 septembre - A l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Maroc, Salaheddine Mezouar, s'est félicité vendredi que son pays accueille la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 22), à Marrakech, en novembre prochain.

Ayant déjà déposé ses instruments de ratification de l'Accord de Paris sur le climat, le Maroc a invité les Etats à accélérer leurs propres procédures pour que l'Accord entre en vigueur le plus rapidement possible.

« La réussite de l'application de l'Accord de Paris est liée à la disponibilité des ressources financières », a toutefois souligné M. Mezouar qui a l'intention de faire de la COP 22 « un événement essentiel dans le cadre

de la mise en place de solutions concrètes pour le développement durable ». Pour le Ministre, la COP22 permettra d'attirer l'attention sur les pays du Sud, qui sont particulièrement confrontés au changement climatique.

M. Mezouar a insisté sur le « lien fort » qui unit le Maroc à l'Afrique et a relancé un appel aux Nations Unies et aux institutions financières internationales pour qu'un plan de travail soit préparé afin d'opérer « une véritable transformation économique » sur le continent africain. Le Maroc a rappelé qu'il a décidé de reprendre sa place au sein de l'Union africaine et remercie « les pays africains qui lui ont demandé de rester bien présent dans ce contexte ».

Le chef de la diplomatie marocaine a par ailleurs assuré que son gouvernement gère « avec beaucoup de sérieux » les appels du Conseil de sécurité visant à trouver une solution politique au différend régional concernant le Sahara occidental.

Le Maroc a déposé une initiative sur l'autodétermination comme point de départ, a-t-il rappelé, avant de noter que la dernière résolution du Conseil avait de nouveau mis en exergue les aspects fondamentaux d'une solution politique à ce différend. M. Mezouar a invité les parties et les Etats de la région à trouver un consensus et s'est dit prêt à continuer d'œuvrer avec l'ONU pour trouver une solution négociée qui permettrait toutefois de maintenir l'intégrité territoriale du Maroc et la stabilité de la région.

Le Ministre a également rappelé que son pays a adopté des positions claires en matière de lutte contre le terrorisme, quelles que soient ses formes, et de lutte contre ses sources de financement, précisant que son pays a mis sur pied une stratégie multidisciplinaire très proche de celle des Nations Unies, notamment pour lutter contre le phénomène des combattants étrangers. Le Maroc a également aidé « les pays frères » avec la formation d'imams « dans le respect du principe de tolérance ».

Soudan du Sud : situation « stable et paisible », selon le nouveau Premier vice-président



Premier vice-président du Soudan du Sud, Taban Deng Gai, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

23 septembre - La situation au Soudan du Sud est « stable et paisible », le gouvernement fonctionne et « la vie redevient normale », a affirmé vendredi le Premier vice-président du pays, Taban Deng Gai, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies.

M. Deng Gai a expliqué qu'après les derniers affrontements en juillet entre les partisans du Président Salva Kiir et de l'ancien Premier vice-président Riek Machar, les instances du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (SPLM/SPLA) avaient décidé de le désigner comme le nouveau Premier vice-président du pays et de renoncer à poursuivre le conflit armé.

« Cette fois, nous sommes déterminés, plus que jamais, à faire avancer notre pays dans la paix vers le développement et d'éviter les souffrances à notre peuple », a-t-il dit. L'Assemblée législative nationale de transition a été reconstituée et des zones de cantonnement des forces armées ont été créées, a-t-il précisé.

Toutefois, a-t-il poursuivi, « les effets du conflit, combinés à la chute des prix mondiaux du pétrole, ont causé un stress fiscal sans précédent pour notre économie, créant des difficultés pour la population ». Le gouvernement, a-t-il assuré, s'efforce, avec l'aide des partenaires de développement du Soudan du Sud, de faire face à ces chocs économiques.

Il a remercié ces partenaires, à savoir l'IGAD (Autorité inter-gouvernementale pour le développement), l'Union africaine, l'Union européenne, la Chine et la Troïka.

En juillet, au moment des derniers affrontements entre les deux factions rivales au Soudan du Sud, le nombre de réfugiés sud-soudanais ayant trouvé refuge dans les pays voisins avait franchi la barre du million.

« Le Soudan du Sud rejoint la Syrie, l'Afghanistan et la Somalie dans le groupe de pays ayant produit plus d'un million de réfugiés », avait alors dit un porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Leo Dobbs, à Genève.

Selon le HCR, la violence observée en juillet a été un revers majeur pour les efforts de paix au Soudan du Sud, au moment où ce pays s'apprêtait à célébrer son cinquième anniversaire et sur fond d'accord de paix de courte durée entre les partisans de M. Kiir et de M. Machar.

Le Yémen accuse les milices houthis d'avoir plongé le pays dans le chaos



Président du Yémen, Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

23 septembre - Devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président du Yémen, Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, a assuré vendredi que son gouvernement était tout à fait opérationnel et que « le schéma destructeur des Houthis, appuyés par l'Iran, n'a aucune chance de réussir ».

Dans la guerre qui secoue son pays, le Président du Yémen a expliqué que le camp républicain n'a pas tiré en premier et que c'est le peuple yéménite qui avait lui-même entrepris de déposer l'ancien Président Ali Abdallah Saleh en 2011.

Il a accusé les milices houthis d'avoir plongé le pays dans le chaos en prenant les armes pour marquer leur rejet des résolutions de sortie de crise, lesquelles avaient été élaborées par le Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Malgré cet état de fait, M. Mansour a dit ne pas être animé par un esprit de revanche, faisant part de sa volonté de tendre la main à tous les Yéménites pour la reconstruction du pays. Il a toutefois souligné que le coup d'État doit prendre fin et que les milices doivent déposer les armes afin de revenir à la paix et à un processus politique permettant l'organisation d'élections libres.

Le Président a également rappelé que le Yémen souffre du terrorisme, « le même que celui d'Al-Qaida, Daech et le Hezbollah », et que ce fléau doit être jugulé afin que le pays et la région toute entière retrouve la stabilité.

M. Mansour a indiqué aux 193 Etats membres que la Banque centrale yéménite a dû être relocalisée à Aden, la capitale provisoire, afin d'empêcher son pillage. Il a demandé l'appui des institutions financières internationales au sauvetage de l'économie du pays.

Face à la catastrophe humanitaire que vit son pays, M. Mansour a exhorté les bailleurs de fonds à apporter leur soutien promettant que son gouvernement allait faire tout son possible pour que l'aide soit acheminée à tous ceux qui en ont besoin, quel que soit le lieu où ils se trouvent dans le pays.

Le Niger juge nécessaire un changement profond de la gouvernance mondiale pour réaliser les ODD



Président du Niger, Mahamadou Issoufou, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

23 septembre - A l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président du Niger, Mahamadou Issoufou, a affirmé vendredi la résolution de son pays à réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) tout en soulignant les contraintes budgétaires liées à la menace terroriste ainsi que la nécessité de réexaminer le fonctionnement de l'économie mondiale et de l'ONU.

Selon le Président nigérien, les résultats positifs des Objectifs du millénaire pour le développement, qui se sont achevés en 2015, cachent d'énormes disparités et inégalités. Les pays africains, en particulier ceux situés au sud du Sahara, ont enregistré peu de progrès et font face à des défis importants en matière de développement et de lutte contre la pauvreté.

« Il est évident que le fonctionnement de l'économie mondiale doit être profondément réexaminé », a déclaré M. Issoufou. « Il est nécessaire de trouver un meilleur équilibre entre le capital financier spéculatif et le capital industriel, par une

réorientation plus massive des capitaux vers l'économie réelle », a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat nigérien encourage un positionnement à long terme des fonds, programmes et agences de l'ONU en faveur du développement. « Il s'agit dans cette démarche de promouvoir la cohérence et la complémentarité indispensables à l'efficacité des actions de développement de ces structures », a-t-il souligné. « Les programmes qui sont au centre des ODD doivent permettre effectivement à l'Afrique de s'insérer davantage dans le commerce mondial », at-il précisé.

Pour M. Issoufou, une réforme profonde de l'ONU est nécessaire. « La gouvernance des Nations Unies, incarnée par le Conseil de sécurité, nécessite une révision qui a trop tardé », a-t-il dit, indiquant que cette réforme aurait ajouté de l'efficacité et de la légitimité dans le traitement des questions de paix et de sécurité internationales. « Cette révision devra rectifier aussi bien l'anachronisme caractérisé, illustré par l'actuel système de représentation géographique au sein de cette institution que ses méthodes et modes de prise de décisions dont les conséquences, souvent désastreuses, produisent des effets contraires aux solutions recherchées ».

Constamment confronté à des menaces d'ordre sécuritaires, le Président nigérien a également jugé indispensable la révision des mandats de certaines missions de l'ONU pour les rendre offensives. « Pour les populations concernées, il est inconcevable que les missions déployées sur le terrain pour les protéger, restent impuissantes face aux actes terroristes et aux exactions qui leur sont infligées sous le prétexte d'absence de mandat approprié », a-t-il expliqué.

Bien que les menaces terroristes aient amené son pays à orienter 10% de ses ressources budgétaires dans le secteur de la sécurité, M. Issoufou, réélu en mars dernier pour un dernier mandat, s'est félicité des efforts de son pays dans la réduction de la pauvreté, de la lutte contre la faim, la réduction des taux de mortalité et le développement de l'accès à l'eau potable. Des efforts selon lui qui permettront au Niger d'avancer dans la mise en œuvre des ODD.

La Belgique juge indispensable d'organiser des élections en RDC



Premier ministre de la Belgique, Charles Michel, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

23 septembre - Le Premier ministre de Belgique, Charles Michel, a estimé vendredi que l'organisation des élections était « indispensable » en République démocratique du Congo (RDC) et que les doutes à cet égard devaient être levés.

Dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, il a indiqué que ces dernières années, l'Afrique a connu plusieurs transitions démocratiques avec succès mais que malheureusement, certains citoyens sont privés du droit pourtant fondamental d'élire ceux qui devraient les représenter.

M. Michel a condamné fermement « toutes les formes de violence auxquelles nous avons assisté » en RDC, « y compris ces derniers jours à Kinshasa. « Quand on assume des fonctions d'autorité, on doit en assumer pleinement, et individuellement, la part de responsabilité », a-t-il déclaré.

« Nous respectons le principe de souveraineté. Mais à la condition que la souveraineté ne devienne pas un paravent pour malmener l'état de droit et pour bafouer les libertés fondamentales », a-t-il ajouté.

Le Premier ministre belge a lancé un appel aux responsables politiques de la majorité et de l'opposition en RDC, les invitant à éviter l'escalade et avoir un « dialogue large et inclusif ».

« Soyez à la hauteur de votre pays et de son peuple. Ne vous voilez pas la face. Le seul chemin pour la stabilité, c'est une date certaine pour des élections honnêtes et crédibles. Et cela, le plus rapidement possible », dit M. Michel.

S'agissant de la situation en Syrie, le Premier ministre belge a estimé qu'elle restait « à ce stade un échec pour la communauté internationale ».

Il a exhorté la communauté internationale à ne « pas accepter que l'entêtement sanguinaire d'un seul homme soit l'obstacle à

la solution politique et à la paix ». Il a aussi appelé tous les membres permanents du Conseil de Sécurité à faire preuve de responsabilité et à ne pas laisser impunies les violations des droits humains.

M. Michel a aussi souligné qu'avec Daech, comme avec Al Qaïda ou Boko Haram, le monde fait face à un nouveau totalitarisme, dont la Belgique, « comme beaucoup d'autres, en a été victime en mars dernier ».

« C'est le fanatisme et la négation même de la vie humaine qui sont en cause. Ils veulent détruire la liberté. Ils font le choix de la barbarie et de la terreur », a déclaré le Premier ministre, ajoutant qu'il fallait mener ensemble le combat contre le terrorisme. « La liberté doit être plus forte que les ténèbres », a-t-il ajouté.

Bassin du lac Tchad : les bailleurs de fonds promettent plus de 163 millions de dollars d'aide



Des enfants préparent du poisson pêché qu'ils viennent de pêcher, dans le village de Tagal, dans la région du lac Tchad, au Tchad. Photo UNICEF/Tremeau

23 septembre - Les bailleurs de fonds ont promis vendredi plus de 163 millions de dollars pour venir en aide à des millions de personnes touchées par la crise humanitaire dans le bassin du lac Tchad, une région partagée par le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigéria.

Les bailleurs de fonds, dont la Belgique, l'Italie, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont ainsi répondu à l'appel du Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, lors d'une réunion de haut niveau en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Je suis très encouragé par les nouveaux engagements de soutien qui sont sortis de la réunion d'aujourd'hui », a déclaré le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien. « Nous devons maintenant utiliser ces ressources supplémentaires indispensables pour intensifier rapidement l'assistance aux millions de personnes qui ont besoin de notre aide ».

Au-delà de l'aide financière, les pays touchés et les partenaires humanitaires se sont engagés à renforcer leur collaboration pour répondre aux besoins immédiats des communautés touchées, fournir une aide au développement à long terme et traiter les causes profondes de la crise.

Au début de la réunion, le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a attiré l'attention de la communauté internationale sur la situation humanitaire déplorable dans la région du Bassin du lac Tchad, affirmant vouloir éviter qu'elle ne devienne une "crise oubliée".

« Des millions de personnes sont confrontées à la faim, à la guerre et à d'horribles violations des droits de l'homme dans le Bassin du lac Tchad. C'est l'une des pires crises dans notre monde troublé d'aujourd'hui et pourtant, elle peine à retenir l'attention du monde », a déclaré M. Eliasson.

A travers cette région, « plus de 9 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, dont 6,3 millions connaissent un déficit nutritionnel », a-t-il précisé.

« Des civils ont été tués, des maisons ont été incendiées, des biens ont été pillés, des moyens d'existence ont été détruits et des dizaines de milliers de personnes vivent dans des conditions de famine dans le nord-est du Nigéria », a précisé M. Eliasson.

« Les crimes commis dans le Bassin du lac Tchad ont pour effet de déchirer le tissu social d'une telle manière que le travail de réparation pourrait prendre des générations si nous n'agissons pas dès maintenant », a-t-il averti.

Il a cité l'enlèvement en 2014 par le groupe terroriste Boko Haram de plus de 200 jeunes filles dans une école du nord-est du Nigéria comme « un horrible exemple de l'utilisation de la violence sexuelle comme tactique de guerre et de terrorisme ».

Appelant à la libération immédiate de ces jeunes filles, M. Eliasson a déclaré à l'adresse du Président du Nigéria, Muhammadu Buhari, présent lors de la réunion, que l'ONU avait pris note de sa demande d'assistance pour négocier cette libération et l'examinait activement.

Le Vice-Secrétaire général a toutefois fait état de certains signes d'espoir. « Nous sommes plus près de parvenir à réduire la violence dans la région, grâce aux efforts concertés des gouvernements du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad, ainsi que du Groupe de travail conjoint multinational », a-t-il dit.

Mais, a-t-il ajouté, l'action humanitaire demeure gravement sous-financée, précisant que les besoins en matière d'aide humanitaire vitale sont évalués à 542 millions de dollars pour les trois prochains mois.

Gabon : l'ONU appelle au calme avant et après l'annonce de la décision de la Cour constitutionnelle sur le scrutin présidentiel



ONU/Staton Winter

23 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé au calme au Gabon avant et après l'annonce de la décision attendue de la Cour constitutionnelle sur les différends liés à l'élection présidentielle du 27 août 2016.

« Le Secrétaire général lance un appel aux autorités, y compris aux services de sécurité, à respecter pleinement les droits de l'homme et libertés fondamentales durant cette période difficile », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée jeudi soir.

« Le Secrétaire général exhorte tous les acteurs, en particulier les leaders politiques et leurs partisans, à faire preuve de la plus grande retenue, à s'abstenir de toute forme de violence et à rester calmes avant et après l'annonce des résultats par la Cour constitutionnelle », a-t-il ajouté. « Toute perte supplémentaire en vie humaine serait inacceptable. Il est de la responsabilité des autorités du pays et de ses leaders politiques de garantir que les actes de violence qui ont suivi l'annonce des résultats provisoires de l'élection présidentielle le 31 août ne se répètent plus ».

Ban Ki-moon a souligné que les instigateurs ainsi que les auteurs de violences devront répondre de leurs actes et il a demandé aux parties prenantes d'exprimer leurs différends de manière pacifique.

« Le Secrétaire général encourage le candidat victorieux à s'engager dans un véritable dialogue national inclusif en vue de promouvoir une gouvernance démocratique et l'état de droit, y compris des réformes dans la gestion des élections futures. Les Nations Unies restent disposées à soutenir ces efforts », a encore dit son porte-parole.

Le Conseil de sécurité réclame l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction des essais nucléaires qui fête ses 20 ans



Réunion du Conseil de sécurité: Maintien de la paix et de la sécurité internationales. Non-prolifération et désarmement nucléaire. Photo ONU/Loey Felipe

23 septembre - À l'occasion du 20ème anniversaire de l'ouverture à signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN), le Conseil de sécurité a demandé vendredi à tous les États de s'abstenir de procéder à toute « explosion expérimentale d'armes nucléaires » et de maintenir leur moratoire à cet égard.

En adoptant par 14 voix pour et une abstention – l'Égypte –, la résolution 2310 (2015), le Conseil de sécurité a aussi souligné qu'il était extrêmement « important et urgent que le Traité entre en vigueur le plus tôt possible ».

Dans cette résolution présentée par les États-Unis, les membres du Conseil ont ainsi prié instamment tous les États qui n'ont pas signé ou n'ont pas ratifié le Traité, en particulier les huit États parmi ceux visés à l'annexe 2 qui n'ont pas encore ratifié le Traité, « à le faire sans plus tarder ».

Parmi les États visés à l'annexe 2, cinq ont signé le Traité mais ne l'ont pas ratifié – Chine, Égypte, États-Unis, Iran et Israël – et trois ne l'ont ni signé, ni ratifié : il s'agit de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), du Pakistan et de l'Inde. Le Traité n'entrera en vigueur qu'une fois ratifié par ces huit pays.

Le Conseil de sécurité a aussi engagé tous les États signataires, « y compris ceux visés à l'annexe 2 », à « promouvoir l'universalité et l'entrée en vigueur du Traité ».

Par ailleurs, la résolution rappelle les déclarations faites par chacun des cinq États dotés d'armes nucléaires (États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France et Chine), dans lesquelles ceux-ci ont donné aux États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires des garanties de sécurité contre l'utilisation de telles armes. Elle « affirme que ces garanties renforcent le régime de non-prolifération nucléaire ».

Les membres du Conseil ont aussi souligné la nécessité de maintenir l'élan acquis en vue de mettre la dernière main à tous les éléments du régime de vérification du Traité.

A cet égard, ils ont engagé « tous les États à fournir l'appui nécessaire pour permettre à la Commission préparatoire d'achever son travail de la manière la plus efficace et la plus rationnelle possible ». Ils ont encouragé tous les États qui accueillent des installations du système de surveillance internationale à transmettre des données au Centre international de données de façon provisoire et à titre d'essai, en attendant l'entrée en vigueur du Traité.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité de l'adoption de cette résolution par le Conseil de sécurité et a félicité les États-Unis pour leur initiative et les membres permanents du Conseil pour leur soutien.

« Mais cette résolution n'est pas un substitut à l'entrée en vigueur du TICEN », a dit M. Ban dans une déclaration publiée par son porte-parole.

L'ONU appelle à lutter contre le trafic des êtres humains et les abus qui menacent les réfugiés et migrants



De jeunes filles dans une école dans le camp de réfugiés de Shagarab près de la frontière est du Soudan où des milliers de demandeurs d'asile, réfugiés et migrants sont confrontés au trafic des êtres humains chaque année.

Photo: HCR

23 septembre - Des hauts responsables des Nations Unies ont appelé vendredi la communauté internationale à lutter contre le trafic des êtres humains et les abus qui menacent les réfugiés et migrants, lors d'une réunion de haut niveau organisée en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Alors que les souffrances, et les décès, des migrants et des réfugiés qui tentent de traverser la mer Méditerranée sont bien documentés, moins d'attention est accordée à l'exploitation et aux abus qu'ils subissent dans les pays de transit, ou dans leur pays d'origine », a déclaré le Conseiller spécial du Secrétaire général sur la prévention du génocide, Adama Dieng, lors de cette réunion.

« Au cours de leur voyage vers l'Europe et d'autres endroits, de nombreux migrants et réfugiés ont été témoins ou victimes de crimes et de violations des droits de l'homme », a-t-il ajouté. « En outre, ceux qui atteignent l'Europe ou d'autres endroits ont souvent à faire face à l'hostilité, au racisme et à la xénophobie ».

Selon lui, « les gens qui quittent leur pays fuient dans de nombreux cas des conflits armés, des violations graves des droits de l'homme ou des persécutions qui, dans certains cas, peuvent constituer des crimes atroces (génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité) ».

« En outre, certaines des violations des droits de l'homme et certains des crimes liés à la traite des êtres humains et à la migration forcée peuvent eux-mêmes constituer des crimes atroces, s'ils violent le droit international humanitaire ou sont perpétrés d'une manière généralisée ou systématique », a-t-il ajouté.

Le Conseiller spécial s'est dit persuadé qu'en s'attaquant aux causes profondes des crimes atroces, « nous allons également

réduire la migration forcée et donc aussi la traite des personnes. Toutes les populations doivent avoir le droit de vivre une vie épanouie dans la paix et la sécurité ».

De son côté, la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits, Zainab Hawa Bangura, a rappelé que la violence sexuelle est à la fois une cause de déplacement et une conséquence du déplacement.

« Les femmes et les enfants restent extrêmement vulnérables à la violence sexuelle, y compris le viol, le sexe de survie, et le trafic, non seulement quand ils fuient, mais dans les endroits où ils cherchent refuge. Ils sont en danger pendant tout le processus de déplacement », a-t-elle ajouté.

La Représentante spéciale a appelé vendredi les Etats membres à reconnaître la violence sexuelle comme une forme de persécution qui peut justifier l'obtention du statut de réfugié, à mettre en place des mesures pour prévenir la violence sexuelle là où les réfugiés et migrants cherchent refuge et à renforcer les services offerts aux survivants de violence sexuelle.

Haïti : une campagne d'assainissement montre des résultats encourageants dans le sud-est



Une communauté dans le sud-est d'Haïti organise une manifestation de sensibilisation à ne pas déféquer en plein air. Photo UNICEF

23 septembre - Une initiative en matière d'assainissement dans le sud-est d'Haïti a montré des résultats encourageants pour les habitants, avec une réduction importante du nombre d'infections transmises par l'eau, selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« Cinq localités de cette région ont été déclarées exemptes de défécation en plein air, ce qui représente un progrès dans la prévention du choléra et d'autres maladies transmises par l'eau dans cette région », a déclaré le Représentant de l'UNICEF en Haïti, Marc Vincent, dans un entretien avec le Centre d'actualités de l'ONU.

« Dans le domaine de l'assainissement, nous avons fait beaucoup de progrès et il y a encore un long chemin à parcourir », a-t-il ajouté. « L'UNICEF est actif dans 120 communautés et, au total, plus de 20.000 personnes dans le pays bénéficient actuellement d'un environnement exempt de défécation en plein air, ce qui marque un changement important et donne de l'espoir ».

Les cinq localités, Nan Merlien, Fatima Rada et trois autres communautés dans le sud-est d'Haïti, ont pris part à la campagne de l'Assainissement total piloté par la communauté (CLTS), soutenue par l'ONU. Cette campagne fait partie du plan des autorités haïtiennes contre le choléra à travers la promotion d'une politique « zéro défécation en plein air » et un accès accru aux installations d'eau et d'assainissement dans les écoles et les centres de santé.

La campagne CLTS soutient les communautés locales dans leurs efforts pour accéder à l'eau, réhabiliter des réseaux d'eau et assurer la chloration destinée à lutter contre la contamination. L'initiative soutient également les communautés dans la construction de toilettes et la réduction de la contamination de l'eau causée par la défécation en plein air.

La campagne a déjà été mise en œuvre dans 67 autres localités. Environ 1.000 latrines à domicile ont été construites et 2.000 autres sont en cours de construction. Six communautés ont été certifiées « exemptes de défécation en plein air » et 16 sont en cours de l'être.

Un travailleur communautaire Harry Richner a souligné que l'effort pour convaincre les résidents locaux de changer leurs habitudes a nécessité de la persévérance parce que beaucoup espéraient que d'autres construiraient les latrines nécessaires.

« Je suis engagé dans ce combat depuis longtemps, et avec les efforts de plusieurs partenaires nous avons réussi à mettre fin à cette pratique dans la région », a dit M. Richner. « Grâce au comité local CLTS composé de neuf adultes et de deux enfants qui m'a aidé à faire le travail, nous avons réussi à surmonter ce défi ».

L'une des membres du comité local dans la localité de Fatima Rada, Anephta Pierre-Louis, 12 ans, a souligné le rôle

important que les enfants ont à jouer dans la campagne. « Dans le comité je suis chargée de la surveillance, quand une famille laisse ses toilettes sales, je leur demande gentiment de les nettoyer afin d'éviter d'attraper des maladies », a dit Anephta Pierre-Louis. « J'éduque aussi les enfants comme moi, dans mon quartier et à l'école. Je leur demande de ne pas déféquer sur le sol et de se laver les mains après être sorti des toilettes ».

Le Représentant de l'UNICEF, Marc Vincent, a noté que ces mesures servent d'exemple à suivre pour les autres.

« Quand vous parlez aux gens dans les communautés et que vous voyez leur fierté d'avoir construit leurs propres latrines, et la façon dont ils sont fiers de protéger leurs familles et leurs enfants par leurs propres moyens, quand vous voyez cela, cela vous donne de l'espoir, l'espoir d'aller plus loin », a-t-il déclaré. « Parce que nous voulons et nous devons éliminer totalement le choléra ».

Le Secrétaire général, Ban Ki-moon, a lancé en 2014 avec le gouvernement haïtien la campagne de l'assainissement total, qui est l'un des principaux piliers à long terme pour la lutte contre le choléra en Haïti.

Selon l'UNICEF, la fourniture d'eau potable, l'utilisation d'infrastructures d'assainissement sûres et les bonnes pratiques d'hygiène sont des éléments essentiels pour faire progresser la prévention du choléra et d'autres maladies transmises par l'eau en Haïti.

Cependant, malgré les progrès réalisés, l'agence onusienne affirme qu'il reste encore beaucoup à faire et que l'engagement de la communauté internationale, des donateurs et des partenaires est nécessaire de toute urgence.

Actuellement, selon la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement, seulement 28% de la population haïtienne a accès à un assainissement adéquat et 42% n'a pas accès adéquat à de l'eau potable.

Yémen : l'ONU condamne les dernières frappes aériennes et réclame un nouveau cycle de négociations



Le quartier d'Al Qahira ravagé par la guerre dans le gouvernorat de Taëz au Yémen. Photo PAM

23 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné jeudi soir les frappes aériennes multiples conduites, le 21 septembre, par la coalition menée par l'Arabie saoudite, dans la ville portuaire de Hudaydah, sur la mer Rouge, au Yémen, et qui a tué et blessé des douzaines de personnes, dont des femmes et des enfants.

Ban Ki-moon a présenté ses sincères condoléances aux victimes et à leurs familles, et il a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

« Le Secrétaire général rappelle une fois de plus à toutes les parties au conflit qu'elles doivent pleinement respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire, en particulier les règles fondamentales de distinction, de proportionnalité et de précaution. Il réitère son appel en faveur de mesures urgentes pour protéger les civils et les infrastructures civiles », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général exhorte toutes les parties à adhérer de nouveau aux termes et aux conditions de la cessation des hostilités du 10 avril. Soulignant qu'un règlement politique négocié qui réponde aux préoccupations légitimes de toutes les parties reste la seule solution viable au conflit, il appelle à un nouveau cycle de négociations de paix facilitées par son Envoyé spécial pour le Yémen », a-t-il ajouté.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est dit vendredi préoccupé par la forte augmentation du nombre de morts et de blessés civils au Yémen depuis la suspension des pourparlers de paix, avec 180 personnes tuées et 268 blessées en août.

« Cela représente une augmentation de 40% comparée aux pertes civiles le mois précédent, avec 60 tués et 123 blessés », a souligné une porte-parole du HCDH, Cécile Pouilly, lors d'une conférence de presse à Genève.

RDC : des experts de l'ONU condamnent une nouvelle répression violente des manifestations



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion et d'association pacifiques, Maina Kiai. Photo: Jean-Marc Ferré

23 septembre - Deux experts des droits de l'homme des Nations Unies ont exhorté vendredi le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) à mettre immédiatement fin à l'usage disproportionné de la force contre l'exercice des libertés de réunion pacifique et d'expression dans le pays.

Selon les informations reçues, plus de 80 personnes ont été tuées, des centaines blessées, des milliers arrêtées et au moins 225 manifestations ont été réprimées ou interdites depuis que les mouvements de contestation ont commencé, en janvier 2015, contre les propositions de réforme à la loi électorale qui pourraient permettre à l'actuel Président Joseph Kabila de rester en fonction au-delà de la limite constitutionnelle de deux mandats. Les détails sont encore en cours de vérification et d'autres sources rapportent des chiffres beaucoup plus élevés.

Les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les dirigeants de l'opposition auraient été particulièrement ciblés par la police nationale congolaise, l'Agence nationale de renseignement, la Garde républicaine et les forces armées.

« Les forces de sécurité de la RDC ont utilisé, à plusieurs reprises, une force excessive pour réprimer des manifestations liées aux élections présidentielles, tirant des gaz lacrymogènes et des balles réelles sur les foules de manifestants, ayant pour conséquence de nombreuses victimes », a déclaré le Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté de réunion pacifique et d'association, Maina Kiai.

« La demande de la population pour une transition politique légale et pacifique ne doit pas être obtenue par le biais d'une force excessive et réprimée dans le sang. Elle devrait être célébrée et respectée », a noté la nouvelle Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les exécutions sommaires, Agnès Callamard. « Les tirs indiscriminés dans la foule sont illégaux. Les armes à feu et les autres armes potentiellement mortelles ne doivent jamais être utilisées uniquement pour disperser une manifestation ».

« Les manifestations devraient normalement être gérées sans recours à la force, sauf dans des circonstances exceptionnelles de menace imminente de mort ou de blessures graves, et même dans ces cas, l'usage de la force doit toujours être soumis aux exigences de nécessité et de proportionnalité », a ajouté Mme Callamard.

Le dernier mandat du Président Kabila arrive à échéance en décembre 2016 et les élections sont prévues à la fin du mois de novembre, mais la Commission nationale électorale a déclaré qu'il ne sera pas possible de les maintenir à cette date.

« Nous exhortons le gouvernement à cesser immédiatement la répression violente des manifestations et à libérer les manifestants qui ont été arrêtés pour avoir exercé leurs droits légitimes à la liberté d'expression et de réunion pacifique », a déclaré M. Kiai.

Mme Callamard a exprimé son inquiétude face au nombre de personnes qui auraient été blessées ou tuées lors des manifestations et a rappelé le devoir de l'Etat d'enquêter rapidement et effectivement sur toutes les violations présumées ainsi que de traduire en justice les auteurs présumés des crimes. « Les allégations d'usage excessif de la force, des lésions corporelles et des exécutions extrajudiciaires ne doivent pas rester impunies », a-t-elle ajouté.

Les rapporteurs spéciaux de l'ONU ont également appelé à la mise en place d'une enquête internationale indépendante et interdisciplinaire pour aider à éclaircir ces allégations.

« La répression violente et renouvelée des manifestations et la répression croissante sur la société civile - y compris le ciblage des principaux militants des droits humains - suggèrent que le gouvernement considère la société civile comme une menace et est engagé dans une campagne systématique pour faire taire les voix dissidentes », a noté M. Kiai.

« Il y a clairement une crise politique en République démocratique du Congo, mais une menace pour le gouvernement ne

correspond pas à une menace pour l'État. Il est impératif, à des moments comme ceux-ci, que les autorités octroient un espace suffisant pour permettre aux individus d'élever leurs voix pour exprimer leurs opinions et leurs aspirations », a-t-il ajouté. « Des élections crédibles et significatives ne sont pas envisageables si les libertés fondamentales ne sont pas respectées ».

L'appel de M. Kiabi et de Mme Callamard a également été approuvé par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, ainsi que le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Michel Forst.

Mali : l'ONU appelle les parties à mettre rapidement en œuvre l'Accord de paix



Une unité de police de la MINUSMA en patrouille à Gao, au Mali, en 2014 (archives). Photo ONU/Marco Dormino

23 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé vendredi toutes les parties concernées à mettre rapidement en œuvre l'Accord de paix et de réconciliation au Mali.

« J'appelle les groupes armés à cesser de provoquer des confrontations et toutes les parties à laisser de côté leurs intérêts à court terme et à mettre en œuvre l'accord de paix », a-t-il déclaré au début d'une réunion ministérielle sur cet accord, organisée en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Le Président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, était présent à l'ouverture de cette réunion et les Ministres des affaires étrangères français, Jean-Marc Ayrault, et algérien, Ramtane Lamamra, y participaient également.

« La promotion de la paix et de la stabilité au Mali est primordiale pour son peuple, pour la région et pour notre monde », a affirmé M. Ban. Malgré certaines avancées depuis la signature de l'Accord de paix, « les progrès sont fragiles » et l'on assiste encore à « des confrontations et à des violations du cessez-le-feu », a-t-il dit.

« L'insécurité affecte l'accès aux populations, notamment à près d'un demi-million de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire immédiate, dont 180.000 enfants menacés de grave malnutrition », a souligné le chef de l'ONU.

Il s'est également dit « très inquiet des nouvelles sources d'instabilité au Mali, de l'impact du terrorisme sur la vie civile et des nombreux cas de violation des droits de l'homme ». Toutes les parties, a-t-il insisté, doivent « se conformer à leurs obligations en matière de droits de l'homme, y compris lors d'opérations anti-terroristes » car « les violations font le jeu des terroristes ».

M. Ban a appelé à faire en sorte que les dialogues devant permettre de dessiner les futures institutions du Mali soient « sans exclusives ». « Tous les segments de la société devraient y participer, y compris les femmes, les jeunes, les groupes d'opposition, ainsi que les dirigeants religieux et communautaires », a-t-il précisé. Il a espéré que la prochaine Conférence d'entente nationale « reflète cet esprit d'inclusivité ».

Soulignant que le Mali a besoin du « soutien sans faille et cohérent » de ses partenaires internationaux, M. Ban a relevé que la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) souffrait toujours de certains manques en termes de capacités, il a appelé les Etats membres à « participer d'urgence au renforcement de cette mission ».

« Les pays d'Afrique de l'ouest et du Sahel doivent également faire leur part de travail pour faire face à l'instabilité dans la région et accroître la coopération transfrontalière par des initiatives dirigées notamment par l'Union africaine, la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) et le G5-Sahel », a-t-il encore dit.

La réunion a rassemblé les membres de la médiation internationale (Algérie, Burkina Faso, Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Mauritanie, Nations Unies, Niger, Organisation de la Coopération islamique, Tchad, Union Africaine et Union européenne) et les membres du Conseil de sécurité. Les pays contributeurs de contingents et d'effectifs de police à la MINUSMA ont également assisté à la rencontre.

Condamnant les récentes violations du cessez-le-feu par les groupes armés signataires, les violations des droits de l'homme, ainsi que les entraves à l'accès humanitaire, notamment au regard des événements tragiques dans la zone de Kidal, les participants ont exhorté les parties signataires à mettre pleinement et sincèrement en oeuvre l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, selon les conclusions de cette réunion ministérielle.

Ils ont aussi rappelé les dispositions de la résolution 2295 (2016) par lesquels le Conseil de sécurité s'est déclaré prêt à prendre des sanctions ciblées contre ceux qui entraveraient la mise en oeuvre de l'Accord.

A cet égard, ils ont exprimé leur profonde préoccupation face au manque de confiance et de vision commune pour la paix parmi les parties signataires et aux autres défis, y compris les progrès limités dans l'application de mesures de confiance et dans le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des combattants armés, qui continuent d'entraver les progrès et à retarder la mise en oeuvre de l'Accord.

Les participants ont reconnu dans le même temps qu'une année après la signature de l'Accord, des avancées importantes ont été réalisées par le gouvernement du Mali et les parties signataires pour sa mise en oeuvre. Ils ont encouragé les parties maliennes, et en particulier le Président Ibrahim Boubacar Keïta, à accorder toute la priorité requise au dialogue politique, qui, jusqu'à présent, a permis de jeter les fondements de réformes politiques et institutionnelles futures.

L'Algérie estime que la crise des réfugiés et des migrants constitue un test pour la communauté internationale



Le Ministre des affaires étrangères de l'Algérie Ramtane Lamamra, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

23 septembre - Le Ministre des affaires étrangères de l'Algérie, Ramtane Lamamra, a attiré jeudi l'attention sur les nouvelles menaces à la paix et à la sécurité internationales, jugeant notamment qu'il était crucial de résoudre sans délai la crise des réfugiés et des migrants.

« Des milliers d'êtres humains qui sont contraints, parce qu'ils n'ont pas d'autres choix, à des traversées périlleuses qui ne peuvent être réduites à de simples phénomènes migratoires dont certains imaginent pouvoir endiguer l'ampleur avec les vieux réflexes d'enfermement sur soi et d'exclusion de l'autre », a dit M. Lamamra lors d'un discours au débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Cette situation a valeur de test pour nous tous. Est-ce que les êtres humains sauront s'accepter dans toutes leurs diversités et s'assumer dans un ensemble global, harmonieux et qui se hisse au diapason des exigences de l'universel? » a-t-il demandé.

M. Lamamra a ensuite rappelé la vocation primordiale de l'ONU, qui doit demeurer à la fois le creuset et l'animateur essentiel de l'espoir que met en elle chaque être humain. Sur la nécessaire revitalisation de l'Organisation, il a noté que l'Algérie revendiquait de longue date l'actualisation de ses mécanismes.

« La gouvernance globale, politique, économique, sécuritaire et environnementale doit être réinventée », a-t-il affirmé, en ajoutant que l'audace responsable était garante de succès.

Attirant l'attention sur la situation au Maghreb, il a estimé que le processus de paix conduit sous l'égide de l'ONU au Sahara occidental avait subi, cette année, plusieurs développements négatifs, le Conseil de sécurité ayant, selon lui, perdu toute autorité sur ce dossier. À cette aune, il a rappelé le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et il s'est dit confiant dans la capacité des Nations Unies d'honorer au Sahara occidental « l'un de leurs plus brillants succès en y parachevant la décolonisation du territoire ».

Saluant l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba censé en assurer le financement, le Ministre algérien a souligné qu'il était nécessaire de ne pas tarir davantage les investissements vers les pays en développement et que les marchés financiers retrouvent leur stabilité. Ces éléments, a-t-il dit, mettent en danger les niveaux d'aide publique au développement. M. Lamamra a ajouté que les engagements pris par les États de réduire réellement les inégalités commandaient une transformation effective des modèles économiques en vigueur dans « les pays nantis » tenant compte des intérêts de tous.

Il a ainsi estimé que la priorité devrait viser à satisfaire les besoins du continent africain en termes d'accès aux services de base, tels que l'eau et l'électricité. « Nos pays doivent être intégrés aux chaînes de valeurs internationales et de compétitivité économique », a-t-il dit.

La Guinée plaide pour l'Afrique dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable



Président de la Guinée, Alpha Condé, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

23 septembre - Le Président de la Guinée, Alpha Condé, a plaidé vendredi pour que l'Afrique fasse l'objet d'une « attention particulière » de la part de la communauté internationale dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« L'Afrique est le continent ayant la population la plus jeune au monde et qui compte les pays les plus vulnérables. (...) Pour réduire sa vulnérabilité et bâtir sa résistance aux chocs, l'Afrique aura besoin de transformations structurelles profondes, permettant l'éclosion d'un secteur privé dynamique, véritable moteur du développement », a déclaré M. Condé dans un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU.

« Des investissements substantiels pour rendre autonomes les femmes et les jeunes sont d'autant plus nécessaires que les fléaux tels que le terrorisme, l'extrémisme et l'intolérance, le trafic illicite d'armes et de drogue, se nourrissent principalement de la misère et de la faiblesse de vision et d'opportunité de cette couche sociale », a-t-il ajouté.

« Des partenariats et financements innovants seront également nécessaires pour accélérer et pérenniser la dynamique de croissance en Afrique. Les nouvelles technologies représentent en cela un formidable tremplin devant être mis au service du développement durable », a poursuivi M. Condé.

Relevant qu'aujourd'hui encore, 7 Africains sur 10, soit 700 millions de personnes, n'ont pas accès à l'électricité, le Président guinéen s'est félicité de la décision des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) de « s'engager résolument dans l'élaboration, avec l'appui de la communauté internationale, d'un plan robuste en vue d'accélérer l'électrification du continent grâce aux énergies renouvelables, permettant de passer de 25 à 80% d'accès à l'énergie en dix ans ».

Un Fonds dédié au financement des énergies renouvelables en Afrique a été mis en place pour recueillir les contributions, notamment celles promises à l'Afrique dans le cadre du suivi de l'Accord de Paris sur le climat, a-t-il rappelé.

En sa qualité de porte-parole de l'Afrique pour les énergies renouvelables, M. Condé a lancé un appel à la communauté internationale, notamment aux institutions financières, pour accompagner l'Afrique et « permettre de bâtir un continent fort, respectueux de ses engagements relatifs à la protection de l'environnement et précurseur du développement durable ».

Notant que le développement « ne peut être durable sans la paix et la stabilité », M. Condé a déploré que le terrorisme « continue de semer la désolation à travers le monde ».

« Nous sommes convaincus que si le terrorisme peut être vaincu par des moyens militaires, il ne peut cependant être prévenu et contenu que par des investissements socio-économiques conséquents, permettant de juguler les facteurs de radicalisation », a affirmé le Président guinéen.

A cet égard, il a souhaité « que puisse être élaboré et adopté, dans le respect de la souveraineté des Etats et des mandats des opérations de maintien de la paix, un cadre légal pour doter les Nations Unies de compétences renforcées en matière de contre-terrorisme ».

L'ONU appelle les autorités macédoniennes à mettre fin à l'expulsion et à la détention des migrants



Des enfants réfugiés à la frontière entre l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Serbie, au début de l'année 2016. Photo UNICEF/Tomislav Georgiev

23 septembre - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a appelé vendredi les autorités de l'ex-République yougoslave de Macédoine à mettre fin à leur politique systématique d'expulsion et de détention des migrants, à la suite d'une visite d'une équipe des droits de l'homme de l'ONU au début du mois.

Dans un communiqué de presse, le Haut-commissaire s'est dit particulièrement préoccupé par la situation de près de 180 migrants, dont environ 80 enfants, qui vivent dans l'incertitude depuis mars dans deux centres de transit situés à Tabanovtsé et Vinojug. Ils se sont retrouvés bloqués dans le pays après la fermeture de ses frontières, le 8 mars, et ont par la suite été transférés dans les deux centres.

« Depuis leur arrivée, il n'y a eu aucune évaluation individuelle de la nécessité ou de la proportionnalité de leur détention de facto », a déclaré M. Zeid. « Cela est tout simplement inacceptable, en particulier s'agissant des enfants ».

M. Zeid a appelé le pays à des mesures urgentes pour aider les migrants bloqués à reprendre une vie normale, y compris en créant des opportunités pour un emploi rémunéré. Il a souligné l'importance d'offrir aux enfants déplacés des possibilités pour une éducation appropriée.

Le Haut-Commissaire a également déclaré qu'il était profondément préoccupé par les informations faisant état de refoulements dans les pays voisins et d'expulsions collectives et arbitraires de migrants, en violation des obligations internationales relatives aux droits humains de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

« Je demande instamment au gouvernement de mettre fin à ces pratiques, qui sont en violation du droit international », a dit M. Zeid. « Il incombe aux autorités d'assurer que tous les migrants soient correctement et systématiquement examinés afin que les personnes vulnérables soient identifiées et que des mesures de protection adéquates soient prises ».

Le Haut-Commissaire a également exprimé de sérieuses préoccupations au sujet de certaines dispositions très restrictives de la loi sur l'asile, y compris son article 10a qui a été récemment modifié et n'offre pratiquement aucune possibilité pour la grande majorité des personnes qui sont arrivées de façon irrégulière de régulariser leur séjour, même quand elles ont demandé l'asile.

M. Zeid a demandé à ce que les procédures d'asile soient renforcées, en notant que sur les 600 personnes ayant demandé l'asile depuis 2015, seulement cinq ont obtenu le statut de réfugié en première instance.

Le Haut-Commissaire a également exhorté les autorités macédoniennes à réexaminer la situation des migrants dans un centre de Gazi Baba, dans la capitale Skopje. « Leur détention administrative est effectuée en l'absence de garanties de procédure ou de contrôle judiciaire, et ils sont maintenus dans des conditions profondément inadéquates », a-t-il dit.

L'équipe des droits de l'homme de l'ONU qui a visité le site a constaté que la plupart des migrants ne connaissaient pas les raisons de leur détention. La plupart n'ont pas vu un avocat ou un procureur et aucun d'entre eux n'a eu la possibilité de contester la légalité de leur détention.

Par ailleurs, M. Zeid a souligné que la fermeture des frontières dans toute la région d'Europe centrale a conduit à une augmentation significative de la souffrance humaine et semblait stimuler les réseaux de trafiquants, mettant les migrants, en particulier les femmes et les enfants, dans une situation vulnérable.

Le Haut-Commissaire a exhorté les autorités à accorder une attention particulière à la situation qui prévaut à Loyalé et Vaksinté, deux villages macédoniens qui semblent être devenus des plaques tournantes de ce trafic.

« Il ne suffit pas simplement de fournir le minimum en termes de nourriture et d'abris, tout en disant en même temps que personne n'est le bienvenu », a conclu M. Zeid.